

adopté une stratégie plus subtile: il élimine indirectement l'universalité. C'est le même gouvernement qui n'a pas tenu compte des Canadiens âgés quand il a fait adopter son projet de loi sur les brevets au cours de la législature précédente. Malheureusement pour eux, cette loi fait que les médicaments coûtent plus cher. Tous les Canadiens en souffrent, pas seulement les personnes âgées.

L'agriculture est très importante dans la circonscription de Moose Jaw—Lake Centre. Parlant de son budget, le ministre des Finances (M. Wilson) a déclaré que la situation de l'agriculteur s'améliore. Manifestement, le ministre n'a pas visité l'ouest du Canada dernièrement. Il ne s'est pas rendu en Saskatchewan la semaine dernière: presque la moitié de la province semblait être emportée par les rafales. L'agriculteur de l'ouest du Canada a encore de gros problèmes, et tout le secteur agricole est dans une situation précaire.

Le ministre de l'Agriculture (M. Mazankowski) a recommandé aux agriculteurs d'acheter de l'assurance-récolte. C'est bien beau, mais la lecture du budget révèle que l'assurance-récolte va diminuer de 90 millions cette année, de 110 millions l'an prochain. Cette mesure forcera les provinces à augmenter considérablement leur participation, si elles veulent conserver ce programme.

Le gouvernement est en train de démanteler toute l'infrastructure de l'ouest du Canada. En Saskatchewan, en Alberta et au Manitoba, il existe une infrastructure qui soutient de nombreuses petites collectivités et exploitations agricoles familiales. Elle découle du mode de vie qui s'est développé depuis 1905, quand les trois provinces ont été créées et le Manitoba agrandi, et on la démantèle actuellement.

Le Programme de remise en état des embranchements ferroviaires a été supprimé, ce qui causera de graves difficultés aux localités parce que le grain deviendra beaucoup plus difficile et coûteux à transporter. Les paiements anticipés ont été supprimés aussi. Auparavant, les agriculteurs pouvaient obtenir des prêts sans intérêt pour leur grain. Ils devront maintenant emprunter au taux du marché, ce qui augmentera de beaucoup leurs coûts de production.

Ce n'est pas ce que le gouvernement promettait avant les élections. Il a annoncé un dédommagement de 850 millions de dollars aux producteurs canadiens victimes de la sécheresse. Il a fait cette promesse dans un ultime effort pour sauver des sièges dans l'Ouest. Dans le budget, il ne reste plus que 425 millions de dollars, la moitié

de la somme promise. Voilà une autre promesse qui n'est rien de plus que de l'opportunisme électoral.

J'ai parlé brièvement des mesures qui touchent les personnes âgées, les producteurs agricoles et les petites entreprises. Mais ce budget nuit à tous les Canadiens et il est malheureux que la famille moyenne paie maintenant 710 dollars de plus par année—augmentation qui s'élève à 1 700 dollars lorsque la taxe de vente fédérale entre en vigueur. Ce budget est de très mauvais augure pour les gens de ma circonscription et pour tous les Canadiens.

• (1650)

**M. Joe Fontana (London—Est):** Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je prends la parole au sujet du projet de loi C-11, portant pouvoir d'emprunt. Ce projet de loi témoigne de l'incompétence du gouvernement en matière de politique monétaire et financière.

A cause de sa politique de taux d'intérêt élevés et de ses emprunts au cours de l'année financière 1988-1989, le déficit s'est accru de 5 millions de dollars avec des taux d'intérêt supérieurs de deux à trois points aux taux américains. Le gouvernement s'est lui-même mis dans le pétrin et voici qu'il s'en prend aux contribuables canadiens. Il veut maintenant leur faire payer ses erreurs. J'espère que le gouvernement va réduire cette année les taux d'intérêt et, partant, le coût du crédit et donc le déficit budgétaire sans infliger un fardeau aussi terrible aux Canadiens à revenu moyen et faible.

Il y a à peine plus de deux semaines, le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) a prononcé ici un discours éloquent sur le budget principal et, indirectement, sur le budget comme tel. Le ministre nous a fait partager sa vision du Canada et j'admets qu'elle était effectivement séduisante: un pays compétitif, une société pleine de bienveillance et de compassion, un pays fort composé de régions prospères. Je m'y suis presque laissé prendre moi-même sur le coup. J'ai passé le reste de l'après-midi à chercher ces objectifs dans le budget. Laissez-moi vous dire qu'ils n'y sont pas. Lorsque le couperet du budget est tombé, ces objectifs ont été les premières victimes.

Je veux aborder chacun de ces objectifs et signaler l'incompétence totale du gouvernement à les réaliser. D'abord, le gouvernement veut un pays compétitif. Il faudra qu'il le soit pour survivre à l'Accord de libre-échange. Pour devenir compétitif, le Canada devra se décider à vraiment encourager les activités de recherche et de développement. Le Conseil consultatif national des sciences et de la technologie, créé par le premier ministre lui-même, dit qu'il faut à tout le moins 500 millions pour